

Review

Author(s): Antoine Mégie

Review by: Antoine Mégie

Source: *Revue française de science politique*, Vol. 60, No. 5 (Octobre 2010), pp. 1047-1049

Published by: Sciences Po University Press

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/43122135>

Accessed: 09-06-2016 11:16 UTC

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at

<http://about.jstor.org/terms>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Sciences Po University Press is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue française de science politique*

En conclusion, l'auteur propose des pistes d'explication du choix de telle stratégie plutôt qu'une autre. L'organisation centralisée des firmes transnationales, des processus d'apprentissage entre délégués syndicaux dans les instances européennes telles que les comités d'entreprise européens, la localisation de la décision au niveau européen sont avancés pour expliquer l'adoption de stratégies européennes plutôt que nationales. Si on aimerait parfois aller dans l'explication de ces différences pour être en mesure de comprendre de manière systématique les stratégies syndicales et ainsi disposer de pistes pour que le syndicalisme participe à la démocratisation de l'UE et à la constitution d'une sphère publique européenne, on comprend que là n'est pas l'objectif de l'ouvrage. Plus modestement, il s'attache à montrer que les obstacles traditionnels aux mobilisations syndicales transnationales (les particularités nationales du syndicalisme, la compétition économique entre les États membres, les structures de gouvernance néolibérales de l'UE) ne sont pas indépassables et que le syndicalisme peut, par la multiplication des incitations à agir en commun et par apprentissages progressifs, transformer son rapport à l'UE, d'une menace perçue à un échelon au sein duquel exercer son influence.

Loïc Moissonnier -

Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE

Schneider (Christina J.) - *Conflict, Negotiation and European Union Enlargement.* -

Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

212 p. Bibliogr. Index.

Analysé de manière comparative les cinq *rounds* d'élargissement connus par l'Union européenne (UE) de 1970 à 2004 afin de construire un modèle théorique général permettant d'expliquer les mécanismes et résultats politiques de ces processus, voici l'objectif ambitieux du livre de Christine J. Schneider. Pour cela, l'auteure appuie son étude sur une exploitation quantitative et qualitative d'un ensemble important de données empiriques concernant ces cinq moments de la construction européenne avec une focale plus précise sur trois secteurs politiques, la politique structurelle et de cohésion (CSP), la libre

circulation des travailleurs (FMW) et la politique agricole commune (CAP). Dans une volonté d'ouvrir une voie alternative à la compréhension des mécanismes et effets des processus d'élargissement, C. J. Schneider construit son raisonnement autour d'une série de postulats dont le dessein général est de dépasser les analyses se limitant exclusivement à la prise en compte des objectifs et résultats obtenus à la fin des négociations d'adhésion (p. 4). Dans cette perspective, l'étude minutieuse des débats et des procédures formelles encadrant les discussions offre la possibilité d'ouvrir la boîte noire des pourparlers et de saisir ainsi la variabilité des résultats et des gains que certains États cherchent à obtenir en particulier grâce à l'usage politique de leur droit de veto.

De manière classique, l'auteure s'attache dans les deux premiers chapitres de son ouvrage à présenter historiquement et théoriquement les enjeux structurant les élargissements successifs. La description factuelle des cinq processus et de leurs résultats (chapitre 2) lui permette de soutenir l'importance qu'occupent les procédures institutionnelles et les négociations multilatérales dans les diverses décisions. L'exécution effective ou la suspension provisoire d'une partie de l'acquis communautaire sont dès lors présentées comme des éléments explicatifs essentiels en tant que ressources et instruments de redistribution des coûts et bénéfiques induit par l'élargissement.

Le panorama des enjeux théoriques (chapitre 3) via une revue de la littérature parfois lapidaire des différentes théories (p. 33-38) conduit C. J. Schneider à affirmer la singularité de sa position théorique et méthodologique. Son objectif est de proposer une analyse qui, en s'inspirant des approches en termes de choix rationnel, explicite les dynamiques politiques d'élargissement au regard des conflits de distribution (*distributional conflict*) concernant les coûts et bénéfiques entre les États qu'ils soient déjà membres ou candidats. Plaçant au cœur de son raisonnement ce concept de *distributional conflict* l'auteure s'engage dans une discussion théorique autour notamment des travaux d'économie politique¹ (chapitre 4). Ces conflits de distribution apparaissent comme une pierre d'achoppement au cœur des négociations en raison de la volonté de certains États (qui se considèrent comme perdants) de conditionner leur accord à la réception

1. Frank Schimmelfennig, Ulrich Sedelmeier, « Theorizing EU Enlargement : Research Focus, Hypotheses, and the State of Research », *Journal of European Public Policy*, 9 (4), 2002, p. 500-528.

de compensations adéquates. Dans cette perspective, si le développement de l'UE peut augmenter les bénéfices globaux d'adhésion pour tous les États membres, il peut dans le même temps déclencher des conflits de distributions entre les membres actuels et futurs. La question du rééquilibrage entre les coûts et les bénéfices induits par les élargissements offre, selon l'auteure, une grille de compréhension essentielle faisant le lien entre l'existence des conflits de distribution, le contenu des négociations et les modalités d'adhésion proposées aux nouveaux entrants (p. 73-75). Deux types de stratégies se trouvent au cœur de ce que C. J. Schneider définit comme *a theory of discriminatory membership* (p. 55). La première renvoie au principe d'une adhésion dite discriminante qui consiste en une suspension temporaire de l'acquis communautaire en tant que droits et obligations lient les États membres au titre de l'UE. Cette démarche discriminante a pour résultat d'indemniser de manière transitoire les perdants relatifs tout en soutenant les efforts des États candidats. La seconde stratégie de redistribution implique, pour sa part, que les gagnants au sein des États membres et des pays candidats acceptent de prendre en charge de manière disproportionnée une partie des coûts de l'élargissement afin d'inciter les perdants relatifs à coopérer et à ne pas utiliser leur droit de veto.

Dans une perspective résolument empirique l'auteure consacre alors la suite de son ouvrage à tester empiriquement ses hypothèses établissant une corrélation entre l'existence de conflits distributionnels, les négociations d'accession et les probabilités d'adhésion discriminante. Le traitement des données concernant les trois domaines politiques que sont la CSP, la FWP et la CAP ont pour objectif d'illustrer les conditions dans lesquelles les conflits distributionnels surgissent au sein du processus d'élargissement (chapitre 5) tout en clarifiant la manière dont ces conflits affectent l'intérêt et les stratégies des membres de l'UE influençant dès lors les résultats des pourparlers (chapitre 6). Cet examen empirique montre dans quelle mesure l'apparition d'un conflit distributionnel tend à augmenter brutalement la probabilité d'une adhésion discriminante. Dès lors, selon l'auteure, la solution qui se présente pour les pays candidats qui sont dans une position de faiblesse relative lors des négociations est d'accepter de manière conciliante des limitations transitoires de leurs droits d'adhésion.

En revanche, si certains États membres sont enclins à interioriser une partie des coûts de l'élargissement, alors la probabilité d'une accession sous conditions diminue fortement.

Par la suite, l'analyse comparative des deux principales vagues d'élargissement en direction de l'Europe du Sud dans les années 1980 et de l'Europe de l'Est dans les années 2000 (chapitre 7) offre une occasion supplémentaire de saisir de manière concrète ces mécanismes de redistribution tout en démontrant l'importance de considérer les contraintes institutionnelles et le type de propositions avancées par les perdants et gagnants dans le choix des différentes stratégies adoptées. Ainsi, selon C. J. Schneider, si le choix en faveur d'une stratégie de redistribution intra-union des coûts de l'élargissement lors de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne doit être analysé comme le résultat d'une convergence entre les demandes de la Grèce (perdant relatif) et l'accord de l'Allemagne de supporter une partie plus importante des coûts, le choix en faveur d'une adhésion discriminante des pays de l'Europe de l'Est doit, quant à lui, être perçu comme la conséquence du contexte institutionnel (restrictions dans le développement de l'European Regional Development Fund – ERDF) et du refus de la part des principaux États membres contributeurs de prendre en charge de manière disproportionnée les coûts de ces adhésions. De cette comparaison l'auteure tire alors un ensemble d'éléments de réflexion sur la place accrue des approches discriminantes dans les nouveaux modèles d'élargissement, concluant ainsi sur les implications normatives de ces stratégies vis-à-vis des candidats actuels et notamment de la Turquie (chapitre 8).

Grâce à l'utilisation d'un ensemble de données empiriques originales et à une volonté de proposer un cadre de compréhension théorique ambitieux, l'ouvrage de C. J. Schneider offre une lecture stimulante des différents processus d'élargissement qui ont jalonné la construction de l'UE. Néanmoins, si l'approche proposée demeure attractive en raison de sa force explicative, un certain nombre de dimensions essentielles restent sous silence notamment du fait de l'approche théorique privilégiée. En l'espèce, on peut regretter tout d'abord la place très faible laissée aux croyances et normes cognitives dans le modèle explicatif proposé qui reste principalement centré sur les logiques de marchandages¹. Par ailleurs, il est

1. Sonia Piedrafita, José I. Torreblanca, « The Three Logics of EU Enlargement: Interests Identities and Arguments », *Politique européenne*, 15, 2005, p. 29-59.

également difficile de cantonner l'explication des processus d'élargissement uniquement au moment des négociations intergouvernementales¹, sans observer en amont les mobilisations sociales et politiques en particulier au sein des pays candidats, mais également des États membres et des institutions communautaires. Considérer ces transformations aussi bien au niveau des nouveaux États membres qu'à l'échelle interne de l'UE permet par exemple d'expliquer les asymétries entre les différentes adhésions des pays candidats, mais aussi de comprendre la variété des acteurs qui interviennent durant ces processus et les usages qui peuvent être fait de l'intégration dans les jeux nationaux². Ce point renvoie de manière plus générale à la question de la centralité des acteurs et de leurs pratiques aux différents niveaux de gouvernance inscrivant ainsi l'analyse dans une approche sociologique affirmée³. Le fait de ne pas articuler de manière précise les différents niveaux d'action empêche de saisir d'autres mécanismes de redistribution dont les effets peuvent souvent être contradictoires et difficiles à anticiper. Dans cette perspective, la question à aborder n'est pas uniquement celle relative à ce que les acteurs gagnent ou perdent mais comment ces derniers s'adaptent de diverses manières aux normes communautaires, alors même que tous ne savent pas ce qu'ils vont gagner à jouer le jeu de l'intégration.

Antoine Mégie -
Université de Rouen

Hanmer (Michael J.) - *Discount Voting. Voter Registration Reforms and their Effects.* -
Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
254 p. Bibliogr. Index.

Abaisser les barrières de la participation électorale est-il la solution pour pousser plus de citoyens américains vers les urnes ? C'est la

question fondamentale guidant l'ouvrage de Michael J. Hanmer, qui dresse le bilan de plusieurs réformes structurelles visant à favoriser l'inscription sur les listes électorales menées depuis plusieurs décennies aux États-Unis. Le constat commence par un paradoxe : malgré la ferveur qu'a faite naître la candidature de Barack Obama, la participation électorale est restée presque stable entre 2004 et 2008 aux États-Unis (passant de 60,1 % à 61,7 %). Et ce, malgré la présence de plusieurs dispositifs facilitant le vote et l'inscription.

M. J. Hanmer pose ainsi la question plus fondamentale de l'inégalité face à la participation électorale et des moyens pour tenter d'y remédier. Plus particulièrement, l'auteur a l'ambition de mettre à l'épreuve (et démentir) le présupposé théorique sur lequel se sont basées les études précédentes sur la participation électorale aux États-Unis⁴. Celles-ci, fondées sur une vision « coût-bénéfice » du vote, postulent que l'abaissement des coûts d'inscription et de vote est en mesure de favoriser fortement et durablement la participation électorale⁵.

Pour construire sa démonstration, l'auteur se penche sur deux politiques : l'Election Day Registration (EDR), qui consiste à permettre aux électeurs de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au jour du vote, et la politique dite « *motor voter* » qui permet aux électeurs potentiels de s'inscrire sur les listes électorales en établissant ou en renouvelant leur permis de conduire, généralisée à tous les États américains après l'adoption du National Voter Registration Act (NVRA) de 1993, qui avait vocation à une inscription quasi universelle⁶. Il passe ainsi en revue le contexte d'adoption de ces mesures, leur impact global et différencié selon les sous-populations, ainsi que la manière dont

1. Christian Lequesne, « Quand l'Union européenne reste une affaire d'États », *Critique internationale*, 4, 1999, p. 67-72.
2. Voir notamment le dossier dirigé par Laure Neumayer et Dorota Dakowska, « L'Europe élargie », *Politique européenne*, 15, 2005.
3. Romain Pasquier, Julien Weisbein, « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire », *Politique européenne*, 12, 2004, p. 5-21 ; Virginie Guiraudon, Adrian Favell, « The Sociology of the European Union. An Agenda », *European Union Politics*, 10 (4), 2009, p. 550-576.
4. Pour Hanmer, ces postulats se fondent sur les théories développées par Anthony Downs (*An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957). On peut se référer aux deux ouvrages suivants pour une approche théorique basée sur la baisse des coûts du vote comme remède à la faible participation : Raymond E. Wolfinger, Steven J. Rosenstone, *Who Votes ?*, Yale, Yale University Press, 1980 ; Frances Fox Piven, Richard A. Cloward, *Why Americans Still Don't Vote. And Why Politicians Want It That Way*, Boston, Beacon Press, 2000.
5. Les implications, les limites, mais aussi la portée explicative de cette conception rationnelle du vote ont été notamment analysées par André Blais dans son ouvrage : *To Vote or Not to Vote ? The Merits and Limits of Rational Choice Theory*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.
6. En effet, 90 % des Américains en âge de voter disposent du permis de conduire.